

Mme TOURE F.D.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**MISSION POUR L'ACADEMIE
AFRICAINNE DES LANGUES**

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

**INTERVENTION DE MONSIEUR ROGER DEHAYBE,
ADMINISTRATEUR GENERAL DE L'AGENCE
INTERGOUVERNEMENTALE DE LA FRANCOPHONIE**

**A L'OCCASION DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE DE LA
CONSULTATION AFRICAINE POUR LA VALIDATION DU
PROJET D'ACADEMIE AFRICAINE DES LANGUES**

Bamako, 25 mai 2001

Le projet d'Académie Africaine des Langues est un projet important, important pour l'Afrique, important pour la Francophonie. Et ce n'est pas un hasard si nous retrouvons à la base et à la pointe de ce projet, le Président Alpha Oumar KONARE qui est tellement actif et en Afrique et en Francophonie.

Mais notre réunion, Monsieur le Ministre, prend aujourd'hui une dimension particulière dans l'actualité francophone et dans l'actualité culturelle internationale. Dans quelques semaines en effet, avec vous Monsieur le Ministre de la Culture, nous serons à Cotonou pour essayer de définir un point de vue commun sur l'importante problématique de la diversité culturelle. Dans quelques mois, nous serons avec les Chefs d'état et de Gouvernement à Beyrouth pour essayer d'exprimer à voix forte ce que les francophones entendent par le dialogue des cultures. Quelques jours après à l'UNESCO, la Conférence Générale annuelle abordera elle aussi la problématique de la diversité culturelle. Mais peut-être est-ce plus important, ou plus inquiétant, en même temps à l'Organisation Mondiale du Commerce recommenceront les débats au centre desquels la culture pourrait être un objet de discussion.

La langue, (les langues des peuples francophones) est au cœur du débat francophone depuis toujours sans doute de manière un peu plus forte depuis quelques temps. J'ai estimé personnellement que l'on ne parlait plus suffisamment des langues à l'Agence de la Francophonie . C'est la raison pour laquelle j'ai créé, il y a trois ans, une Direction des Langues et je suis heureux de saluer dans cette assemblée un des membres de cette direction, votre compatriote DOUMBIA qui avec le directeur, un congolais, avec moi-même et toute l'équipe, essaie effectivement de restituer dans les débats de la francophonie la problématique du partenariat linguistique. La francophonie depuis 1970 s'est proposée effectivement d'organiser le dialogue des cultures, d'organiser des échanges, de faire en sorte que les jeunes francophones connaissent mieux d'autres jeunes francophones . Et pourtant après 30 ans, le bilan est encore à mes yeux insuffisant.

La francophonie a été minée par plusieurs maux. Le plus important et le plus grave est peut être d'avoir eu longtemps ce que j'appelle une vision nordique de la culture et des langues.

Les chanteurs africains, c'est du folklore. En plus, ils chantent avec des tam-tams. L'islandais qui est parlé par 230 000 personnes, est une langue.

Le Haoussa qui n'est parlé que par 100 millions d'africains, est un dialecte. Ç'a été longtemps, reconnaissons-le, je dirais le contexte psychologique ou politique de nos débats. Fort heureusement aujourd'hui, la francophonie a restitué le plurilinguisme au cœur de sa démarche. Le plurilinguisme au plan mondial, ce n'est pas affirmer une langue contre une autre, mais de faire en sorte que l'ensemble des langues gagnent un droit de cité ; mais aussi plurilinguisme au plan interne, espérons. On ne peut pas à la fois s'insurger contre l'idée de certains d'avoir une langue au plan mondial et vouloir imposer une autre langue au sein de la communauté de 50 Etats et Gouvernements. Donc politiquement, le partenariat entre le français, les langues partenaires, les langues nationales, les langues transfrontalières, les langues de transcommunication - le vocabulaire est large à cet égard - est situé au centre de nos débats.

Parce que tout simplement la francophonie, Monsieur SAMASSEKOU vous l'avez rappelé, se veut acteur du développement, et qu'aujourd'hui on ne peut plus imaginer le développement sans prise en compte de la dimension culturelle des populations partenaires, on ne peut plus imaginer la prise en compte de la dimension culturelle sans prise en compte de la dimension linguistique. Comment imaginer un développement qui s'appuierait sur des personnes étrangères à leur propre famille, étrangères à leurs propres traditions et finalement des personnes étrangères à elles-mêmes ? Donc cette langue, les langues sont au cœur de notre débat de Cotonou, de Beyrouth, dans un contexte particulier qui est le contexte de la mondialisation.

Les technologies nouvelles, les technologies de l'information et de la communication, pourraient constituer en effet pour nous la chance extraordinaire de désenclaver les langues et les cultures. C'est vrai qu'en 1970 le projet était d'organiser le dialogue des cultures. Mais faire tourner des troupes de théâtre, faire circuler des orchestres, trouver des éditeurs pour les écrivains du sud, s'est heurté et se heurte encore à des obstacles de type technique, de type économique. Les technologies pourraient effectivement nous permettre de rattraper le temps perdu, tout le temps que nous avons encore des choses à échanger. Ceci sera peu en effet Monsieur le Ministre de voir combien fort heureusement l'opinion internationale en 20 ans s'est mobilisée autour de problèmes aussi importants que les problèmes de l'environnement. Il y a 20 ans dans nos Etats, on considérait les verts et les écologistes un peu comme des farfelus. On ne comprenait pas bien le sens de leurs débats, ; la mobilisation sur des problèmes comme la pollution, la pollution des mers, la pollution de l'air.

Aujourd'hui, ce travail a gagné. Les opinions internationales sont mobilisées. Nous avons dans tous les gouvernements des responsables de ces problèmes d'environnement. On a fait des traités internationaux. On a des organisations internationales, donc le problème de la pollution est devenu un problème, je dirais de préoccupation quotidienne : des disparitions des cultures.

On voit régulièrement au nord à la télévision des émissions sur la pollution, sur les risques de disparition de telle espèce d'insectes. Voyons-nous souvent une mobilisation sur la disparition des langues ? Est-ce que nous voyons se mobiliser les opinions sur le fait qu'une langue meurt tous les 15 jours ? Et pourtant au risque de paraître provocateur à l'égard des défenseurs de l'environnement, je dis toujours que les problèmes de l'environnement ne sont pas irréversibles. Et puis on s'est décidé à replanter des forêts. Le trou de la couche d'ozone est entrain de se combler. Si un jour les villes sont trop polluées on pourra décider qu'on interdit les voitures dans les villes. Les problèmes de l'environnement ne sont pas irréversibles, la disparition des langues et des cultures c'est du définitif.

Je rêve donc que l'opinion internationale s'y interpose. Dans ce contexte Monsieur le Ministre, vous vous imaginez bien combien nous sommes attentifs aux travaux que vous menez. Travaux tellement importants que rien ne justifierait qu'il n'y ait pas une mobilisation commune, et pas en actions dispersées. Je l'ai dit à mes amis de l'O.U.A. et de l'UNESCO. On va faire en sorte que le 08 septembre 2001 est une date importante pour l'Afrique, pour l'ensemble de la culture, pour l'ensemble du monde.

Je vous remercie -.

2001

Intervention de monsieur Roger
DEHAYRE, administrateur général de
l'Agence intergouvernementale de la
Francophonie à l'occasion de la
cérémonie d'ouverture de la
Consultation africaine pour la
validation du projet d'Académie
africaine des langues

MACALAN

MACALAN

<http://archives.au.int/handle/123456789/1432>

Downloaded from African Union Common Repository